

## Meurtre de Nizar Banat : pourquoi les jours de lâ??AutoritÃ© palestinienne sont comptÃ©s

### Description

Par Joseph Massad, le 29 juin 2021

*Les crÃ©ateurs et bailleurs de fonds de lâ??AP prennent dÃ©sormais conscience quâ??elle nâ??a plus vraiment dâ??influence sur le peuple palestinien â?? tout ce quâ??il lui reste, ce sont ses agences rÃ©pressives.*



Des manifestants demandent le dÃ©part de Mahmoud Abbas suite Ã la mort du militant Nizar Banat, Ã Ramallah. Image : Abbas Momani

Lâ??horrible meurtre du dissident palestinien [Nizar Banat](#) la semaine derniÃ¨re aux mains des forces de sÃ©curitÃ© de lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP) nâ??est que la derniÃ¨re manifestation de la raison mÃªme pour laquelle lâ??AP a Ã©tÃ© Ã©tablie par les [accords dâ??Oslo de septembre 1993](#), instance de collaboration avec le [rÃ©gime dâ??apartheid israÃ©lien](#) sous le parrainage des Ã©tats-Unis.

Les accords dâ??Oslo ont Ã©tÃ© suivis par les [accords du Caire](#) en mai 1994, lesquels stipulent au paragraphe Â« SÃ©curitÃ© palestinienne Â» que Â« la police palestinienne opÃ©rera sous les auspices de lâ??AutoritÃ© palestinienne et sera responsable de la sÃ©curitÃ© intÃ©rieure et de lâ??ordre public. Elle comprendra 9 000 policiers, dont 7 000 pourraient venir de lâ??Ã©tranger. Les Palestiniens agiront pour empÃªcher les actes de terrorisme contre les IsraÃ©liens dans les zones sous leur contrÃ´le Â».

VoilÃ le certificat de naissance de la force mercenaire de lâ??AP, que les IsraÃ©liens ont chargÃ© de rÃ©primer et de tuer les Palestiniens qui rÃ©sistent.

Cet arrangement a Ã©tÃ© officialisÃ© une fois de plus et Ã©tendu avec lâ??accord dâ??Oslo II, signÃ© Ã Taba en septembre 1995, et confirmÃ© en prÃ©sence de tÃ©moins quatre jours plus tard Ã Washington, dont le prÃ©sident Bill Clinton et lâ??ambassadeur de lâ??Union europÃ©enne (UE), entre autres, supervisant la cÃ©rÃ©monie par laquelle lâ??armÃ©e dâ??occupation israÃ©lienne [sous-traitait](#) la responsabilitÃ© de lâ??ordre public et de la sÃ©curitÃ© intÃ©rieure Ã Â« la police palestinienne [â?;!] Â» au-delÃ de Gaza et de JÃ©richo dans ce qui a Ã©tÃ© baptisÃ© Â« zone A Â» de Cisjordanie.

Les Ã©tats-Unis et lâ??UE (cette derniÃ¨re au moins depuis 2006) ont pris en charge le financement et la formation des policiers palestiniens, chargÃ©s de rÃ©primer le peuple palestinien et de protÃ©ger le rÃ©gime colonial dâ??IsraÃ©l.

Par conséquent, il est assez difficile de croire que les États-Unis et l'UE se soient trouvés dans une position inconfortable au lendemain du meurtre de Banat par les mercenaires de la police formés et financés par leurs soins.

Le département d'État américain a déclaré que le décès de Banat «troublait» Washington : «Nous nous soucions particulièrement des restrictions de l'Autorité palestinienne à l'exercice de la liberté d'expression par les Palestiniens et au harcèlement d'activistes et d'organisations de la société civile.»

Les [formateurs et bailleurs de fonds](#) européens des meurtriers de Banat ont quant à eux déclaré être «choqués et attristés par le décès de l'activiste et ancien candidat aux législatives Banat à la suite de son arrestation par les forces de sécurité de l'AP la nuit dernière. Nos pensées vont à sa famille et ses proches.»

On ne voit pas pourquoi les États-Unis et l'UE se «soucieraient» ou seraient «choqués» : ceux qu'ils ont formés ont fait le travail pour lequel leurs effectifs ont été créés et pour lequel les États-Unis et l'Union européenne les ont financés et entraînés depuis le début.

## Reproduire l'apartheid

En fait, l'organisation de la police de l'AP reproduit, et peut être inspirée par, l'utilisation de la [police noire](#) par l'État d'apartheid sud-africain pour réprimer la résistance noire avant 1994, organisation qui réduisait les risques pour la vie des policiers blancs.

La sous-traitance des fonctions répressives de l'occupation militaire israélienne aux mercenaires palestiniens depuis 1993 a représenté un changement bienvenu pour les Israéliens, qui continuent à contrôler la terre, les eaux, les frontières, l'économie, et les colonies juives. En résumé, tout ce qu'Israël cherchait à contrôler, mais sans avoir à réprimer tout seul la résistance palestinienne, laquelle mettait en danger les soldats israéliens tout en donnant mauvaise presse à Israël.

Le Premier ministre de l'époque, Yitzhak Rabin, était explicite là-dessus : «Je préfère que les Palestiniens s'occupent du maintien de l'ordre à Gaza. Les Palestiniens seront meilleurs que nous là-dessus, parce qu'ils ne permettront aucun appel à la Cour suprême et empêcheront les associations [israéliennes] des droits civiques de critiquer les conditions là-bas en les empêchant d'accéder à la zone. Ils dirigeront selon leurs propres méthodes, libérant et c'est le plus important à l'armée israélienne d'avoir à faire ce qu'ils feront.»

En fait, la fonction répressive de la police de l'AP était évidente des mois avant l'arrivée de Yasser Arafat à Gaza en juillet 1994 à la suite d'Oslo. Trois agents de circulation autoproclamés issus des Faucons armés du Fatah, appartenant à l'aile d'Arafat à l'OLP, ordonnèrent à un automobiliste de Gaza de déplacer sa voiture en octobre 1993. Face à son refus, ils lui tirèrent dans les jambes.

[Clyde Habermann](#), correspondant du *New York Times* en Israël à l'époque, s'inquiétait de la capacité de la police palestinienne à protéger les colons juifs lorsqu'ils auraient la main. «[Lorsque] la force entrera en fonction en décembre [1993], elle devra montrer de quel bois elle se

chauffe. Assurément, elle doit prouver qu'elle peut faire mieux que [ces] trois agents de la circulation autoproclamés [à?!] La police arabe doit également prouver que les Israéliens [juifs] vivant dans et traversant les territoires seront protégés », écrivait-il.

Avec un tel précédent, et alors qu'Arafat et ses collègues qualifiaient tous les opposants à la capitulation d'Oslo d'[extrémistes](#), l'ambassadeur de l'OLP en Tunisie et proche conseiller d'Arafat, Hakam Balawi, [promit](#) la tvision israélienne de les « craser ». En novembre 1994, peu après l'entrée à Gaza, la police d'Arafat tua au moins [treize](#) Palestiniens non armés et en blessa 200 autres pour avoir osé manifester contre les accords d'Oslo. Pendant sa visite à Gaza au début de l'année 1995, le vice-président américain de l'époque Al Gore [loua](#) Arafat pour avoir mis sur pied des tribunaux militaires pour poursuivre ces Palestiniens opposés à Oslo.

## Le rôle américain

Si la CIA a [formé](#) la police de l'AP en secret au départ, les États-Unis ont plus tard [assumé](#) [pleinement](#) leur formation. Le lieutenant-général américain [Keith Dayton](#), coordinateur de la sécurité pour l'Autorité palestinienne de décembre 2005 à octobre 2010, a supervisé leur formation et le coup d'État organisé contre le Hamas élu démocratiquement en 2007.

En 2006, les États-Unis ont, selon [Haaretz](#), commencé à former la garde pratorienne d'Abbas à Jéricho pendant plus d'un mois avec des instructeurs militaires jordaniens, égyptiens, britanniques et américains et leur a fourni des armes en vue d'une confrontation avec le Hamas, librement élu, pour chasser ce dernier du pouvoir. Le gouvernement israélien de l'époque a [approuvé le transfert](#) de milliers de fusils de l'Égypte et de la Jordanie aux forces d'Abbas.

Par ailleurs, les Israéliens ont, à la demande des Américains, permis à la brigade Badr (composante de l'Armée de libération palestinienne alors stationnée en Jordanie) de se déployer à Gaza. Ces événements sont le fait du général Dayton, qui souhaitait que la brigade Badr fût la « force de réaction rapide [d'Abbas] à Gaza ».

Avant d'arriver en Cisjordanie, Dayton avait mené la guerre de l'Amérique contre le peuple irakien en 2003. L'[Union européenne](#) a elle aussi financé et formé la police palestinienne pour les mêmes tâches à travers le Bureau de coordination de l'Union européenne pour le soutien de la police palestinienne, devenu [EUPOL COPPS](#) en 2006.

## La fin est proche

Lorsque le président palestinien Mahmoud Abbas [a annulé les élections législatives](#) palestiniennes prévues pour le 22 mai, Banat (candidat sur la liste électorale indépendante Liberté et Dignité) et ses colistiers [ont fait appel](#) aux tribunaux européens, notamment la Cour des droits de l'homme à Strasbourg, afin d'ordonner la cessation immédiate de l'aide financière à l'Autorité palestinienne.

Il espère que cet appel contraindrait l'UE à cesser son soutien actuel et sa formation de l'AP, laquelle s'en sert pour primer les Palestiniens comme lui. Il est très probable que ce soit un facteur décisif de la décision prise par les mercenaires de l'AP de mettre en pratique une fois de

---

plus ce pour quoi les Américains et les Européens les ont si bien formés.

Les États-Unis et l'Union européenne devraient être fiers de leur réalisation, comme le sont les Israéliens, qui ne cessent de couvrir de louanges les forces de sécurité de l'AP. De fait, la police de l'AP est devenue une réussite majeure des Israéliens et est d'ailleurs [remerciée](#) pour ses actions visant à contrecarrer sans cesse la majorité des opérations de résistance palestinienne contre l'armée d'occupation et les colons.

Le meurtre de Nizar Banat survient toutefois à un moment où la légitimité internationale de l'AP est au plus bas au lendemain de la répression héroïque du peuple palestinien à travers la Palestine historique le mois dernier, répression que l'AP continue de réprimer.

Cela pourrait très bien être la fin de l'Autorité palestinienne collaborationniste. Ses créateurs et ses bailleurs de fonds commencent à prendre conscience du fait qu'elle n'a plus vraiment d'influence sur le peuple palestinien. L'AP ne peut plus utiliser comme elle le faisait ses bras administratif, financier et médiatique (désormais à bout de course) combinés à ses agences de police répressives pour imposer son autorité en Cisjordanie.

Tout ce qu'il lui reste aujourd'hui pour imposer son autorité, ce sont ces agences répressives, comme elle a mis en évidence la répression la semaine dernière des manifestations palestiniennes en Cisjordanie en réaction au meurtre de Banat, abattu et [frappé](#) par ses hommes, tout comme la police de l'AP l'avait fait à Gaza dès sa conception en 1994.

Peu importe le nombre de meurtres ou de passages à tabac, ils ne peuvent mettre un terme à la résistance palestinienne à une leçon que les Israéliens, patrons de l'AP, continuent d'apprendre à leurs dépens.

**[Joseph Massad](#)** est professeur d'histoire politique et intellectuelle arabe moderne à l'Université Columbia de New York. Il est l'auteur de nombreux livres et articles, tant universitaires que journalistiques. Parmi ses ouvrages figurent *Colonial Effects: The Making of National Identity in Jordan*, *Desiring Arabs* et, publié en français, *La Persistance de la question palestinienne (La Fabrique, 2009)*. Plus récemment, il a publié *Islam in Liberalism*. Son travail a été traduit dans une douzaine de langues.

*Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de Middle East Eye.*

Source : [Middle East Eye](#)

## Tags

1. AP
2. autorité palestinienne
3. mahmoud abbas
4. meurtre
5. meurtre de nizar banat
6. nizar banat

**date créée**

2021/07/02